



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 74 – 5 MAI 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CLASSEMENT 2017  
DES PAYS AFRICAINS  
LES PLUS  
ATTRACTIFS POUR  
LES INVESTISSEURS**

**NIGERIA : LA MINISTRE  
DES FINANCES  
DETAILLE LA STRATEGIE  
POUR CONSOLIDER LES  
REVENUS DU PAYS**

**KENYA :  
AUGMENTATION  
DE 18 % DU SALAIRE  
MINIMUM**

**SOUDAN : L'AVENIR  
INCERTAIN DES  
SANCTIONS  
COMMERCIALES  
AMERICAINES**

**MADAGASCAR :  
QUATRE CONVENTIONS  
SIGNÉES PAR L'UE  
POUR 122 M EUR**

**NIGER : PRES DE 100  
KM DE PISTES RURALES  
POUR RELIER LE NIGER  
AU NIGERIA**

**SENEGAL : TOTAL  
INVESTIT AU SENEGAL  
DANS L'EXPLORATION  
EN OFFSHORE  
PROFOND**

**CAMEROUN : LA BAD  
FINANCE A HAUTEUR  
DE 75 Mds FCFA LE  
PROJET DE  
DEVELOPPEMENT DES  
CHAINES DE VALEURS  
AGRICOLES (PDCVA)**

**GUINEE EQUATORIALE  
: RENFORCEMENT DE LA  
COOPERATION AVEC  
L'UGANDA DANS LE  
SECTEUR DES  
HYDROCARBURES**



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Classement 2017 des pays africains les plus attractifs pour les investisseurs

Le cabinet Quantum Global Research Lab a publié son classement 2017 des pays africains les plus attractifs pour les investisseurs, basé sur 6 indicateurs : croissance, liquidité, risques, environnement des affaires, démographie et utilisation des réseaux sociaux. Le Nigéria se classe 19<sup>ème</sup> sur 54 pays en raison des risques de change élevés, de la difficulté de faire des affaires et d'un environnement réglementaire défavorable. Le Ghana arrive juste devant en 18<sup>ème</sup> position, et ce, malgré une chute importante sur les trois dernières années (9<sup>ème</sup> en 2015). Le Libéria et la Sierra Leone continuent de reculer dans le classement et comptent parmi les 10 pays les moins attractifs, classés respectivement 49<sup>ème</sup> et 50<sup>ème</sup>.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Le taux de pénétration de la téléphonie mobile atteint 50 % en Afrique de l'Ouest

A l'occasion de son dernier forum tenu à Abidjan le 27 avril 2017, *GSMA Mobile 360* (organisation réunissant 800 opérateurs et 300 sociétés de téléphonie mobile) a indiqué que l'Afrique de l'Ouest comptait à fin 2016 environ 175 millions d'abonnés et 320 millions de connexions mobiles. Selon GSMA, le taux de pénétration de la téléphonie mobile est estimé à 50 % dans la région, soit un taux au-dessus de celui de l'Afrique subsaharienne (47 %). En 2016, les investissements des opérateurs s'élevaient à 2,7 Mds USD. Ils sont prévus à 12,6 Mds USD sur la période 2017-2020.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Classement des pays africains selon l'indice de la liberté économique 2017

*The Heritage foundation*, laboratoire d'idées et lobby américain basé à Washington, vient de publier les résultats de l'indice de liberté économique pour l'année 2017, un indice qui depuis deux décennies classe chaque pays du monde sur la base de 12 indicateurs liés au respect des conditions du libre-échange sur les marchés. Ces indicateurs sont divisés en 4 catégories : l'efficacité réglementaire, l'ouverture des marchés, l'état de droit, et la taille et le poids de l'État dans l'économie. Côté africain, l'île Maurice est en tête du classement (21<sup>ème</sup> mondial sur 180 pays), suivi du Botswana (34<sup>ème</sup>), du Rwanda (51<sup>ème</sup>), de la Côte d'Ivoire (75<sup>ème</sup>), de la Namibie (78<sup>ème</sup>), du Burkina Faso (93<sup>ème</sup>) et du Bénin (96<sup>ème</sup>).

✉ lebaronc@afd.fr

### ▼ UEMOA : prestation de serment des nouveaux commissaires à Ouagadougou

Le nouveau Président de la Commission de l'UEMOA, Abdallah Boureima, nommé par la Conférence des chefs d'État lors de sa réunion d'Abidjan le 10 avril dernier, a prêté serment le 2 mai 2017 à Ouagadougou. Avec lui, d'autres commissaires se sont pliés au rituel de la prestation de serment devant la Cour de justice de l'UEMOA, ce qui marque le début effectif de leur mandat. L'ancien ministre des Finances nigérien succède à l'ancien Premier ministre sénégalais, Cheik Hadjibou Soumaré, qui occupait le poste depuis 2001.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ CEEAC : vers l'effectivité de la Zone de libre échange

A l'occasion du conseil des ministres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) qui s'est tenu à Libreville du 28 au 29 avril 2017, les 10 États membres ont été invités à respecter la feuille de route de la réforme institutionnelle de la CEEAC. Celle-ci préconise l'insertion du Tarif préférentiel douanier sur la zone au plus tard le 31 décembre 2017, dans le but de rendre effective la Zone de libre-échange forte de près de 130 millions de consommateurs. Le Conseil a, par ailleurs, adopté un budget opérationnel de 1,92 Mds FCFA (2,9 M EUR), qui devra être financé par les contributions des États membres.

✉ [marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr](mailto:marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Kenya : forte hausse des prix à 11,5 % en avril

L'inflation annuelle a accéléré pour le quatrième mois consécutif pour atteindre 11,5 % en avril (contre 10,3 % en mars). La sécheresse est le premier facteur responsable de la hausse des prix, puisque le prix des denrées alimentaires est en hausse annuelle de 21 %. L'état d'urgence a été déclaré dans plusieurs comtés et la Banque mondiale estime que la sécheresse est en partie à l'origine de la baisse des prévisions de croissance pour 2017 (6,1 % estimé en octobre dernier, revu à 5,3 % en avril). L'invasion de chenilles légionnaires d'automne devrait également fortement réduire la production de maïs, impactant à la hausse le prix des produits alimentaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : 9<sup>ème</sup> édition du *Tanzania Economic Update*

D'après la Banque mondiale, le niveau de pauvreté en Tanzanie a considérablement diminué, passant de 60 % à 47 % de la population selon le seuil de pauvreté mondial de 1,90 USD par jour. Bien que la prévision de croissance pour 2017 ait été revue à la baisse, les perspectives macroéconomiques à moyen terme restent stables. La Banque mondiale recommande aux autorités le maintien de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses, d'accroître l'efficacité de la dépense publique dans les investissements et d'encourager l'investissement privé.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : la ministre des Finances détaille la stratégie pour consolider les revenus du pays

La ministre nigériane des Finances, Kemi Adeosun, s'est rendue à Washington vendredi 21 avril dans le cadre des rencontres de printemps de la Banque mondiale et du FMI. A cette occasion, elle a qualifié le niveau des revenus non pétroliers nigériens d'inacceptablement bas. Kemi Adeosun a précisé que la stratégie du gouvernement pour consolider ses revenus fiscaux en 2017 consistait à s'appuyer sur un programme de collecte de données fiscales et de déclaration des actifs, qui permettrait de constituer une assiette fiscale élargie. Le gouvernement compte également sur la coopération financière internationale pour s'attaquer au problème des flux illicites.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : nouvelles circulaires de la Banque centrale (CBN), un pas vers davantage de flexibilité du FOREX ?

La CBN a publié mercredi 19 avril une circulaire qui simplifie les démarches de transactions d'import-export, en réduisant les délais et le nombre de documents nécessaires. Une 2<sup>de</sup> circulaire publiée le 21 avril a décidé l'ouverture d'un guichet spécial destiné aux investisseurs, exportateurs et utilisateurs finaux, pour permettre de renforcer la liquidité du marché des devises. Par ailleurs, selon un rapport publié le 22 avril par la Banque mondiale, le Nigéria est le pays africain qui a reçu le plus de transferts de fonds de sa diaspora en 2016, soit près de 19 Mds USD, malgré une baisse de 10 % par rapport à l'exercice précédent : ces transferts représentaient 20,7 % du PIB en 2014.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : une hausse de 1 924 Mds FCFA (2,93 Mds EUR) de la commande publique en six ans

La commande publique est passée de 640,8 Mds FCFA (976 M EUR) à 2 562 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) entre 2011 et 2017, soit une hausse d'un montant de 1924 Mds FCFA (2,93 Mds EUR) en six ans. Cette hausse de la commande publique observée dans le budget de l'Etat s'accompagne d'un accroissement du nombre de fournisseurs qui a également atteint 9 620 en 2017 contre 4430 en 2011. Dans le budget 2017 estimé à 6501,4 Mds FCFA (9,9 Mds EUR), 20 % de la commande publique est destinée aux Petites et moyennes entreprises.

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

▼ Mali : mise en œuvre de la réforme du budget-programmes

Le Premier ministre a présidé l'ouverture du séminaire gouvernemental sur la mise en œuvre de la réforme du budget-programmes, le 29 mai 2017. Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Mali devrait passer de manière effective à ce nouveau mode de gestion, conformément aux engagements communautaires (UEMOA) en matière de gestion des finances publiques et de développement économique. Selon le Chef du gouvernement, l'objectif de la gestion du budget en mode programmes est de mettre en cohérence les politiques publiques et les allocations budgétaires, mais aussi de favoriser l'efficacité dans la gestion des finances publiques à travers le développement d'une culture des résultats.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ **Ethiopie : mise en place d'un tribunal dédié aux litiges de propriété intellectuelle**

L'*Ethiopian Intellectual Property Office* (EIPO), institution publique en charge de la réglementation et de la protection des titres de propriété intellectuelle, met actuellement en place un tribunal dédié à la résolution des litiges relatifs aux marques, brevets et droits d'auteur. Ce type de conflit était auparavant géré par un comité composé de membres du personnel d'EIPO et dirigé par le directeur de l'institution. Pour rappel, l'EIPO a été créé en 2003 sous la tutelle du ministère de la Science et de la Technologie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Kenya : augmentation de 18 % du salaire minimum**

A l'occasion de la célébration de la fête du travail, le Président Uhuru Kenyatta a annoncé que le salaire minimum serait augmenté de 18 %. Ce dernier passera donc de 10 955 KES à 12 926 KES, soit 115 EUR, alors que le seuil minimal de taxation sur le revenu sera revu à la hausse. Alors qu'une hausse du salaire minimal était demandée par de nombreux syndicats et qu'aucune augmentation n'avait été décidée lors des deux dernières années, cette décision est en partie motivée par la forte inflation qui diminue le pouvoir d'achat des ménages kényans. Cette déclaration intervient trois mois avant la tenue des élections générales, le 8 août.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Kenya : diminution du nombre de permis de travail délivrés**

D'après les données portant sur l'immigration en 2016, 5 851 permis de travail ont été délivrés l'an dernier. Cela signifie que le nombre de permis délivrés a diminué de près de moitié en quatre ans (11 360 permis avaient été délivrés en 2012). De plus, 9 547 permis ont été renouvelés. Depuis 2012, le Kenya a fortement durci les contraintes d'emploi de travailleurs étrangers, et ce afin de favoriser l'emploi des jeunes Kényans : on estime que la population active progresse de plus de 5 % par an depuis 2012.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Soudan : l'avenir incertain des sanctions commerciales américaines**

Plusieurs possibilités s'offrent aux Etats-Unis à moins de trois mois de la fin de la levée temporaire des sanctions commerciales : lever définitivement ces sanctions, proroger cette levée de 6 mois supplémentaires, les rétablir inchangées ou modifiées. Cinq volets sont officiellement examinés : la lutte contre le terrorisme, les trois guerres civiles au Soudan, la *Lord Resistance Army*, l'accès humanitaire aux zones soudanaises en crise et le Soudan du Sud. En cas de levée des sanctions, le Soudan resterait néanmoins inscrit sur la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : lancement de deux études sur l'industrie aurifère

Le Président Magufuli a commandé deux études sur l'industrie aurifère tanzanienne. Un premier comité doit auditer les exportations d'or réalisées depuis 1998 et les taxes perçues par l'État. Le second comité doit évaluer la viabilité économique et technique de l'implantation en Tanzanie d'une industrie de traitement et d'affinage de l'or, sur le modèle de l'Ouganda. Le gouvernement tanzanien souhaite reconsidérer les règles fiscales en vigueur, notamment l'exemption de TVA des matières premières non-transformées, les conditions de déductibilité des pertes et certains avantages fiscaux. Début mars 2017, le gouvernement a suspendu l'exportation des concentrés d'or et de cuivre, privant de débouchés certaines entreprises minières actives dans le pays.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : hausse des dépenses militaires

Le rapport 2017 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) montre que la Tanzanie dispose du deuxième plus important budget militaire en Afrique de l'Est en 2016. Le pays a augmenté ses dépenses militaires de 3,66 % à 539 M USD en 2016, en hausse par rapport aux 520 M USD dépensés en 2015. Le gouvernement a approuvé un total de 760 M USD pour les dépenses militaires dans le budget 2016/17. Le ministre de la Défense a déclaré que les frontières de la Tanzanie étaient sécurisées, mais les conflits et tensions dans certains pays voisins ont entraîné une augmentation du nombre de réfugiés, y compris armés.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : progrès dans la mise en place du Plan pour renforcer la facilité des affaires

Le gouvernement nigérian a clôturé vendredi 21 avril son Plan en 60 jours pour renforcer la facilité des affaires, qui a entraîné la mise en place de 31 réformes selon le Vice-président, Yemi Osinbajo. Parmi les mesures mises en place se trouve la digitalisation de la création d'entreprise, de l'obtention d'un permis de construire ou encore de l'enregistrement d'une propriété. Les demandes de connexions au réseau électrique se font à présent en 61 jours contre 198 auparavant. Le gouvernement a précisé que les mesures mises en place permettraient aux PME d'économiser près de 10 M EUR par an sur les coûts d'enregistrement de nouvelles sociétés ainsi que de bénéficier de gains de temps importants.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ **Ethiopie : fin de l'étude de faisabilité sur l'exportation d'électricité en Egypte**

L'Éthiopie a finalisé l'étude de faisabilité portant sur l'exportation d'électricité en Egypte, menée sous l'impulsion des autorités égyptiennes. L'Éthiopie exporte d'ores-et-déjà vers le Soudan (100 MW), Djibouti (80 MW) et le Kenya (10 MW) pour un revenu de 80 M USD par an, et a signé des accords en ce sens avec le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie et le Soudan du Sud.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Kenya : Vinci et Egis parmi les groupements présélectionnés pour le projet d'autoroute à péage Nairobi-Nakuru-Mau Summit**

L'autorité nationale des autoroutes du Kenya (KeNHA) a annoncé le 11 avril le nom des trois groupements présélectionnés pour le projet à l'issue de la première phase de l'appel d'offre compétitif. Le groupement Vinci Construction – Meridiam - Vinci Concessions est en lice pour l'attribution du contrat qui porte sur un linéaire de 274 km. Egis fait également partie des entreprises présélectionnées en groupement avec Mota-Engil (Portugal) et Orascom (Egypte). Un troisième compétiteur indien a également été pré-qualifié. C'est le premier des quatre grands projets autoroutiers en PPP lancés par le gouvernement kényan en 2015. Le directeur de l'unité des PPP au Trésor kényan, Stanley Kamau, a confirmé en mars que l'autoroute serait à péage.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Madagascar : quatre conventions signées par l'UE pour 122 M EUR**

Quatre conventions de financement d'un total de 122 M EUR ont été signées lors du 5<sup>ème</sup> dialogue politique entre le Président de la République malgache et l'Union européenne, qui s'est tenu à Antsiranana le 27 avril. 50 M EUR seront alloués au programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le Nord de Madagascar (AFAFI-Nord), 40 M EUR au programme de renforcement institutionnel vers le développement de la résilience agricole (RINDRA), et 30 M EUR à l'appui budgétaire au titre de 2017 et 2018. 2 M EUR sont affectés à la coopération technique pour améliorer la qualité des services publics. Ces montants figurent dans le programme indicatif national du 11<sup>ème</sup> FED alloué à Madagascar.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Madagascar : un dispositif de financement de la formation professionnelle appuyé par l'AFD**

Un fonds de financement de la formation professionnelle à Madagascar a été créé le 31 mars 2017, suite à la validation d'une étude par un comité de pilotage composé de représentants des partenaires sociaux (GEM, FIVMPAMA, CTM, FCCIM) et de trois ministères (Emploi, Enseignement technique et Formation professionnelle ; Finances et Budget ; Industrie et Développement du secteur privé). Un financement de l'ordre de 6 M EUR sous forme de don devrait être alloué par l'AFD pour assurer le démarrage effectif de ce fonds, en attendant le versement des cotisations des partenaires sociaux. L'objectif est de développer la formation en alternance, encore inexistante à Madagascar.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr



▼ **Maurice : signature d'une convention de coopération entre les CCI de Maurice et de Mayotte**

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice (MCCI) vient de signer avec son homologue de Mayotte une convention de coopération portant sur des thématiques telles le développement durable, la bonne gouvernance, l'éducation et la formation, la mobilité professionnelle des jeunes dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien. La première action envisagée avec le concours de la *MCCI Business School* porte sur la formation des jeunes mahorais dans le secteur de l'écotourisme. Ces deux structures sont membres de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie des îles de l'océan Indien (UCCIIOI).

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Maurice : accord sur le renouvellement du protocole pêche avec l'UE**

Après d'intenses négociations, l'Union européenne et la république de Maurice sont parvenues à un accord en vue du renouvellement du protocole dans le secteur de la pêche durable et de l'économie bleue. L'accord prévoit la mise à disposition par l'UE et les amateurs européens (thoniers senneurs et palangriers) d'un montant de 150 M roupies (environ 4 M EUR) sur 4 ans. Cette somme doit permettre, en particulier, de renforcer le contrôle des volumes de capture et la surveillance des flottilles de pêche afin de dissuader les activités illicites. Maurice est membre de la Commission des thons de l'océan indien (CTOI).

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : le Président demande l'approbation d'un emprunt de 7 Mds USD**

Le Sénat nigérian a reçu mercredi 26 avril une demande du Président Muhammadu Buhari pour un emprunt extérieur de 6,92 Mds USD auprès de l'Exim Bank chinoise et de la Banque mondiale. Le premier prêt totalise 5,85 Mds USD auprès de la banque d'import-export de Chine pour des projets ferroviaires. La Banque mondiale a pour sa part approuvé un financement de 575 M USD pour soutenir le gouvernement dans ses efforts de reconstruction du Nord-est ainsi que pour l'achat de vaccins et autres facilités médicales dans le cadre de l'éradication de la polio. Un autre prêt de 500 M USD, toujours auprès de la Banque mondiale, serait destiné à des projets de sécurité sociale.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : le groupe chinois Yantah Jereh obtient le marché du pipeline Aboadze-Tema**

Ghana Gas a annoncé cette semaine l'attribution à la multinationale chinoise Yantah Jereh Group, du contrat de construction du pipeline reliant Takoradi-Aboadze à Tema, pour l'approvisionnement en gaz issu des champs de Jubille et Ten. Ce pipeline courant sur 278 km sera financé sur la base d'un BOT de 15 ans au cours duquel le partenaire chinois encaissera les redevances de transport calculées à partir d'un prix particulièrement compétitif (1,56 USD/mmBTU) par rapport à celui actuellement perçu sur le pipeline permettant l'approvisionnement en gaz nigérian (4,05 USD/mmBTU).

✉ [Gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:Gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso: la Suisse injecte 12,6 Mds FCFA dans le secteur de l'éducation**

La ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement a signé avec le directeur de la coopération suisse au Burkina Faso, un accord de financement d'un montant de 12,6 Mds FCFA (19,2 M EUR) destiné à financer la 4<sup>ème</sup> phase du Programme d'appui à l'éducation de base (PAEB) et le Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (PAFPA). Cet appui financier - sous forme de subvention - vise à soutenir l'éducation et la formation professionnelle dans le pays. La Suisse prévoit encore 70 Mds FCFA (106,7 M EUR) pour soutenir le pays sur la période 2017-2020 dans le cadre de sa stratégie de coopération.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : l'UE et le gouvernement signent deux accords d'un montant de 56 M EUR**

L'Ambassadeur de l'UE au Mali et le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ont signé le 25 avril 2017, deux nouvelles conventions de financement d'un montant de 56 M EUR. Ces deux accords de financement concernent : (i) le Contrat de réforme sectorielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour l'agriculture durable (CRS-SANAD), d'un montant de 50 M EUR et, (ii) la mise en œuvre de la deuxième phase de l'Alliance globale contre le changement climatique (AGCC-Mali 2), d'un montant de 6 M EUR assorti d'un financement du gouvernement malien à hauteur de 609 796 EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : près de 100 km de pistes rurales pour relier le Niger au Nigéria**

Une cérémonie de remise des travaux de rechargement des pistes rurales s'est déroulée le 24 avril à Maradi. D'une valeur de plus de 4 Mds FCFA, le fonds financé par le Projet d'appui à la compétitivité et à la croissance a permis de recharger plusieurs tronçons d'une longueur totale de 93,6 km, à savoir les tronçons Gazaoua-Gabawuri (36 km) ; Gazaoua-Guidan Tonko (22 km) ; Aguié-Guidan Tonko (Niger)-Dankama (Nigéria) long de 19,8 km ; Bougouzaoua (Niger)-Birnin Kouka (Nigéria) long de 15,6 km. Cette remise des travaux est l'aboutissement d'un long processus démarré depuis la 36<sup>ème</sup> session du conseil des ministres de la commission mixte nigéro-nigériane de coopération tenue le 10 octobre 2011 au Nigéria.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : réalisation d'un port de pêche sur financement japonais**

Le lancement officiel du projet de construction du nouveau port de pêche de Lomé a eu lieu le 25 avril dernier, en présence du Président togolais. L'emplacement actuel du seul port de pêche du Togo, à l'étroit et proche des installations portuaires, ne permettant pas d'agrandissement, il sera réalisé à Gbetchogbé (30 km de Lomé), et pourra accueillir 300 pirogues. Ce projet est financé par un don octroyé par le Japon (JICA), à hauteur de 14 Mds de FCFA. Au Togo, le secteur emploierait près de 22 000 personnes, pour 4 % du PIB agricole et 1,3 % du PIB national. Les travaux devraient être réalisés par les sociétés japonaises TOA Corporation et Fisheries Engineering et durer deux ans.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la BAD finance à hauteur de 75 Mds FCFA le projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PDCVA)**

Ce projet a été officiellement lancé le 24 avril dernier par le gouvernement camerounais. Il sera mis en œuvre dans 4 régions du pays pendant une durée de 5 ans. L'objectif principal étant d'assurer la sécurité alimentaire dans les filières banane plantain, huile de palme et ananas, au moyen d'appuis financiers et techniques aux organisations paysannes et autres jeunes intéressés par l'agrobusiness. Le projet toucherait directement 242 000 personnes. Il est cofinancé par l'Etat du Cameroun à hauteur de 21 Mds FCFA.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Bénin : interdiction temporaire d'importations de viande du Brésil

Dans un arrêté en date du 24 avril, le gouvernement béninois a suspendu temporairement l'importation des viandes et des produits à base de viande en provenance du Brésil, « par mesure de précaution et de préservation de la santé publique ». Cette décision est motivée par les scandales récents sur de grands exportateurs de viande du Brésil.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Burkina Faso: des entreprises chinoises s'intéressent aux infrastructures et à l'énergie

Le Premier ministre burkinabè Paul Kaba Thiéba a reçu, le 21 avril 2017, une délégation d'investisseurs chinois dont faisaient partie la *China Energy Engineering Corporation* (CEEC) et la *China Road and Bridge Corporation* (CRBC). Les échanges ont essentiellement porté sur les projets prioritaires de développement au Burkina Faso. Les opérateurs ont marqué leur souhait qu'un accord de coopération puisse être signé entre la Chine et le Burkina Faso afin que les entreprises chinoises puissent investir dans le pays, notamment dans le domaine des infrastructures et de l'énergie.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Sénégal : Total investit au Sénégal dans l'exploration en offshore profond

Le PDG de Total au Sénégal et le Premier ministre du Sénégal assurant l'interim du ministre de l'Energie ont signé, le 2 mai, un accord pour un permis de recherche sur le bloc Rufisque offshore profond (10 357 km<sup>2</sup>). Total sera l'opérateur principal avec 90 % des parts aux côtés de la société nationale Petrosen (10 %). Un accord pour une phase d'études sismiques, préalables à un permis d'exploration en offshore ultra profond (+ de 3000 m) au large des côtes sénégalaises, a également été signé. Total a aussi prévu de cofinancer un institut sénégalais du pétrole qui pourra accompagner les sénégalais dans le développement de ce domaine et les former aux différents métiers qui vont émerger dans ce secteur.

✉ christian.delherm@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Guinée Equatoriale : renforcement de la coopération avec l'Ouganda dans le secteur des hydrocarbures

Les 26 et 27 avril, le Président Obiang s'est rendu à Kampala en Ouganda sur invitation de son homologue, le chef d'Etat Yoweri Museveni. Cette visite a été l'occasion pour les deux pays d'exprimer leur volonté de renforcer les relations bilatérales grâce à la signature d'un accord-cadre de coopération économique, culturel, scientifique et technique, d'un mémorandum d'entendement sur la création d'une commission mixte permanente de coopération ainsi que d'un mémorandum d'entente dans le secteur des hydrocarbures.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

## Services

### Ethiopie : arrivée de la 1<sup>ère</sup> franchise internationale dans le secteur de la restauration rapide

Le leader mondial de la restauration rapide *Yum Brands (KFC, Taco Bell, Pizza Hut)* débutera ses opérations sur le marché éthiopien à partir de novembre 2017. Le groupe a établi un partenariat avec l'entreprise éthiopienne *Belayab Foods and Franchise PLC* et souhaite développer dix restaurants de sa chaîne de fast-food *Pizza Hut* dans les trois prochaines années. L'objectif de *Yum Brands* est double : profiter des opportunités du marché éthiopien, second plus grand marché de consommation africain au taux de croissance attendu pour 2017 de 7,5 % (prévision FMI), et se positionner dans le pays avant ses concurrents. En Afrique, *Yum Brands* possède déjà plus de 1000 restaurants.

✉ [magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:magali.pialat@businessfrance.fr)

### Kenya : ouverture d'une filiale kényane de la *Dubai Islamic Bank*

La Banque centrale du Kenya a octroyé une licence d'exploitation bancaire pour l'ouverture d'une filiale de la banque émirati *Dubai Islamic Bank*. DIB Kenya devrait proposer des services bancaires respectant les principes de la finance islamique, faisant de DIB la troisième banque sur le segment de la finance islamique. Surtout, l'arrivée de DIB au Kenya signale la levée effective du moratoire portant sur l'octroi de nouvelles licences bancaires. L'ouverture de DIB Kenya portera le nombre d'acteurs bancaires présents au Kenya à 44.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie : prolongation de l'appel public à l'épargne de Vodacom

L'entreprise Vodacom, leader sur le marché tanzanien des télécommunications, a annoncé à la mi-avril la prolongation sur trois semaines de son appel public à l'épargne (IPO). Pour se conformer au *Finance Act 2016*, les opérateurs téléphoniques doivent émettre 25 % de leur capital sur le *Dar es Salaam Stock Exchange (DSE)*. Malgré une campagne de communication nationale, la plateforme boursière tanzanienne rencontre des difficultés à absorber les 560 millions d'actions, valorisées à près de 195 M EUR. Ces difficultés créent de l'incertitude autour des introductions en bourse à venir, notamment celles des opérateurs Airtel, Tigo et Halotel (dates d'introduction inconnues), mais aussi celles des entreprises minières, attendues pour 2018.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### Nigéria : le gouvernement s'engage pour le développement de l'économie numérique

Le ministre nigérian de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, Okechukwu Enelamah, a indiqué à l'occasion d'une réunion à Genève des Amis du commerce électronique pour le développement, que son gouvernement travaillait actuellement sur le *Smart Nigeria Digital Economy Project*. Cette initiative a notamment pour objectif de développer les capacités des citoyens nigériens, d'améliorer l'accès au haut-débit et de soutenir l'économie numérique du pays. Selon le ministre, ce plan pourrait permettre la création de plus de 3 M de nouveaux emplois dans le pays et générer 88 Mds USD au cours des dix prochaines années.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : lancement d'un plan de développement du tourisme

La nouvelle ministre du Tourisme a présenté en début de semaine son programme d'actions bâti sur la base d'une allocation budgétaire en hausse de 13 % par rapport à 2016. Le projet principal, *Marine Drive Investment*, porte sur le développement de 100 ha de côte de la région d'Accra au travers de projets en PPP. Business France et la CCIFG organiseront en novembre à Accra un séminaire présentant au ministère et aux opérateurs ghanéens les savoir-faire français dans le domaine du tourisme depuis la formation jusqu'à l'exploitation hôtelière en passant par le conseil en stratégie et l'architecture.

✉ Gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Libéria : l'Association des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest tient sa réunion annuelle à Monrovia

L'Autorité des télécommunications du Libéria (LTA) a accueilli jeudi 26 avril la réunion annuelle des Etats membres de l'Association des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (WATRA) à Monrovia. Créée en 2004, la WATRA, qui compte les 15 membres de la zone CEDEAO, répond à l'objectif de créer des modèles de régulation uniformisés en Afrique de l'ouest, afin notamment de stimuler la confiance des investisseurs. Pour rappel, Orange s'est implanté en 2016 dans le pays, avec l'acquisition de l'opérateur Cellcom, numéro deux du marché libérien derrière la filiale locale de MTN.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : construction de 1 070 km de fibre optique

La ministre burkinabè du Développement de l'économie numérique et des Postes a procédé le 22 avril 2017 à Bobo-Dioulasso au lancement des travaux de construction des réseaux en fibre optique de tous les chefs-lieux de région. Financé par l'Etat burkinabè (26 M EUR) et le Danemark (29 M EUR), le projet *G-Cloud* vise à moderniser l'administration burkinabè. Les travaux, qui seront réalisés par le groupe Nokia d'ici fin 2018, consistent d'une part à poser 420 km de fibre optique métropolitaine au Réseau informatique national de l'administration (RESINA) des principaux sites de l'administration et d'autre part à déployer 650 km de fibre optique pour le réseau de longue distance pour l'interconnexion de certaines villes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo-Brazzaville : le corridor Pointe-Noire/Brazzaville/Kinshasa opérationnel

Le corridor Pointe-Noire/Brazzaville/Kinshasa est opérationnel depuis bientôt 6 mois, grâce notamment au concours du groupe Bolloré, concessionnaire du terminal à conteneurs du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) depuis 2009. Avec un volume de conteneurs qui est passé d'environ 250 000 en 2009 à 700 000 en 2016, ce terminal conforte son rôle de plateforme de transbordement, notamment pour la RDC, dont les importations bénéficient d'un « transit-time » réduit. Il positionne le Congo-Brazzaville comme pays de transit, avec le Chemin de Fer Congo Océan, la RN1 (dont la concession pourrait être attribuée à une entreprise française), le Port autonome de Brazzaville et les ports secondaires, gérés par Necotrans, depuis fin 2014.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Maurice : une société mauricienne de capital-risque investit dans une entreprise réunionnaise du secteur photovoltaïque

Compass Ltd, le fonds de capital-risque du groupe mauricien ENL, vient de finaliser une première opération à La Réunion en annonçant un investissement d'un montant de 1 M USD dans l'entreprise Réuniwatt, start-up spécialisée dans les systèmes d'informations climatiques (outil de prévision d'énergie solaire, en particulier). Outre le domaine de l'énergie, Compass Ltd cherche à investir dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Avec un chiffre d'affaires de 330 M EUR en 2016 et des actifs évalués à près de 1,5 Md EUR, ENL est le 3<sup>ème</sup> groupe d'affaires mauricien.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Ghana souhaite renégocier l'accord *power compact* prévoyant la mise en concession d'ECG

Le gouvernement ghanéen a annoncé son souhait de renégocier l'accord *power compact* signé en 2014 avec le *Millenium Challenge Corporation* américain et qui prévoyait un financement de 500 Mds USD pour le secteur électrique en contrepartie de réformes, dont la mise en concession de la société publique de distribution ECG. Cette demande qui fait suite à des manifestations de salariés d'ECG la semaine passée risque de retarder encore un peu plus le processus de mise en concession pour lequel deux entreprises françaises (EDF et Engie) ont été pré-qualifiées aux côtés de quatre autres consortia.

✉ [Gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:Gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Niger : la CCI du Niger signe plusieurs accords à l'occasion d'un Forum économique nigéro-tunisien tenu à Niamey

Dans le cadre du forum économique nigéro-tunisien qui s'est tenu la semaine passée à Niamey, quatre accords ont été conclus et signés pour renforcer et consolider la coopération économique et politique entre les deux pays. Ces accords visent à renforcer les relations entre la chambre de commerce et d'industrie du Niger et la chambre de commerce et d'industrie de Tunisie, ainsi qu'avec l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), la Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie (CONNECT) et enfin avec le Centre de promotion des exportations (CEPEX).

✉ lebaronc@afd.fr

### ▼ Guinée Equatoriale : organisation du Sommet C10

La Guinée Equatoriale se prépare à accueillir le Sommet du Comité des dix (C10) qui se tiendra dans la ville de Sipopo du 14 au 17 mai 2017. Le C10 est une structure composée de chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine dont la mission est de statuer sur le processus de réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et de promouvoir une position africaine commune.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr



Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

